



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

LOCATION LONGUE DUREE AVEC ENTRETIEN DE VEHICULES NEUFS

Appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique. Le contrat est un accord-cadre avec minimum passé en application des articles R 2162-1 à 2162-6 et R 2362-13 à 2162-14 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

ACCORS-CADRE

Date limite de réception des offres : **JEUDI 4 SEPTEMBRE 2025**

Heure limite de réception des offres : **12 h 00**

Lieu de réception des offres :

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet et étendue du marché	3
ARTICLE 2 : Contenu du dossier de consultation	5
ARTICLE 3 : Conditions de la consultation	6
ARTICLE 4 : Conditions d'exécution des prestations	8
ARTICLE 5 : Modalités de détermination des prix	10
ARTICLE 6 : Facturation	10
ARTICLE 7 : Pénalités	11
ARTICLE 8 : Vérification - Admission	11
ARTICLE 9 : Confidentialité	12
ARTICLE 10 : Règlement des litiges	13
ARTICLE 11 : Résiliation	13
ARTICLE 12 : Droit et langue	13

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la location avec entretien (hors assurance, pneumatiques et carburant), garantie perte financière et livraison initiale de **quatorze (14)** véhicules neufs conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots joints et aux dispositions de ce Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

1.2 Nature de la demande

Il est prévu quatre (4) lots au marché.

Les caractéristiques pour chaque type de véhicule demandé sont détaillées dans le CCTP.

LOT 1 : Véhicules pour le site de la CCI 16 Place Jourdan Limoges

- Véhicules *thermiques ou hybrides rechargeables* de segment B2 et prestations associées

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 15 000 km / an pour **deux (2)** véhicules de **segment B2 (type citadine)** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

- Véhicule *thermique ou hybride rechargeable* de segment SUV urbain de taille M et prestations associées

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 20 000 km / an pour **un (1)** véhicule de **segment SUV de taille M** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

- Véhicules *électriques* de segment B2 et prestations associées

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 15 000 km / an pour **deux (2)** véhicules de **segment B2 (type citadine)** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance).

- Véhicule *hybride rechargeable* de segment SUV compacts et prestations associées

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 30 000 km / an pour **un (1)** véhicule de **segment SUV compact** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

Il s'agit d'un véhicule de fonction.

LOT 2 : Véhicules pour le site de l'ESC/Campus consulaire 11 rue Lebon à Limoges

- **Véhicule thermique ou hybride rechargeable de segment B2 et prestations associées**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 15 000 km / an pour **un (1)** véhicule de **segment B2 (type citadine)** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

- **Véhicule électrique de segment B2 et prestations associées**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 15 000 km / an pour **un (1)** véhicule de **segment B2 (type citadine)** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance).

LOT 3 : Véhicules pour le site du Groupe 3iL 43 rue de Sainte-Anne à Limoges

- **Véhicules thermiques ou hybrides rechargeables de segment SUV – taille M**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 18 000 km / an pour **trois (3)** véhicules de **segment SUV compacts** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

Il s'agit d'un véhicule de service et de deux véhicules de fonction.

- **Véhicule utilitaire léger**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 5 000 km / an pour **un (1)** véhicule utilitaire léger.

LOT 4 : Véhicules pour le site de l'aéroport de Limoges-Bellegarde

- **Véhicule thermique ou hybride rechargeable de segment B2 et prestations associées**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 15 000 km / an pour **un (1)** véhicules de **segment B2 (type citadine)** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

- **Véhicule hybride rechargeable de segment SUV compacts et prestations associées**

Il s'agit de mettre en place une location longue durée sur une période continue de 48 mois pour 30 000 km / an pour **un (1)** véhicule de **segment SUV compact** comprenant la garantie perte financière, la livraison et l'entretien (hors pneumatiques, assurance et carburant).

Il s'agit d'un véhicule de fonction.

Conformément à l'article L 2113-10 du code de la commande publique, chaque candidat a la possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.
Un même candidat peut se voir attribuer l'ensemble des lots.

1.3 Etendue du marché

Mode de passation : le présent marché est passé avec publicité et mise en concurrence selon la procédure de l'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique.
Il s'agit d'un marché ordinaire.

Technique d'achat : le contrat est un accord-cadre avec minimum passé en application des articles R 2162-1 à 2162-6 et R 2362-13 à 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire pour chaque lot, avec un minimum de commande indiqué pour chaque lot.

Le pouvoir adjudicateur notifiera les bons de commande au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, sans négociation et remise en concurrence au fur et à mesure de son besoin pendant toute la durée du contrat, sur la base de nouvelles offres de location en fonction du couplage durée/km.

Il n'y aura pas de bon de commande pour la commande initiale : la notification du/des titulaires vaudra commande.

1.4 Nomenclature CPV

Codes CPV communs aux quatre lots :

34100000 : Véhicules à moteur

50111000 : Services de gestion, de réparation et d'entretien de parc de véhicules

50111110 : Services d'assistance pour parc de véhicules

ARTICLE 2 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Le Règlement de Consultation (**R.C.**)
- L'acte d'engagement - formulaire **ATTRI1 – offre de base. Un acte d'engagement par lot.**
- L'acte d'engagement - formulaire **ATTRI1 – variante technique, un par lot le cas échéant**
- L'acte d'engagement - formulaire **ATTRI1 – variante obligatoire 1, un par lot**
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (**C.C.A.P.**)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**C.C.T.P.**)

- Les formulaires **DC1, DC2**
- la notice d'information DUME
- L'annexe « **Synthèse du mémoire technique** » (annexes CCTP)

Les candidats sont tenus de vérifier la composition du dossier de consultation des entreprises, de réclamer les pièces éventuellement manquantes ou qui leur paraissent nécessaires à la compréhension du marché. Ils ne pourront pas ultérieurement, si leur offre est retenue, faire état de carences dans la composition du dossier pour réclamer des plus-values.

A noter que le **CCAG/FCS**, applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché, n'est pas joint matériellement au dossier de consultation des entreprises.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

Ce document est téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Les conditions générales de location du titulaire ne sont applicables au présent marché que dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les autres documents contractuels du présent marché.

3.1 Durée du marché - Délai d'exécution

Le présent marché est passé pour une durée de **48 mois maximum** et non reconductibles à compter de la date de livraison des véhicules.

En cours de marché, l'acheteur a la possibilité de louer des véhicules supplémentaires (selon son besoin, par bon de commande) avec un couplage km/durée qu'il déterminera, sans toutefois dépasser la date limite du contrat.

Les délais de livraison sont impératifs et indiqués à l'article 2.1 du RC joint au dossier de consultation.

Dans le cas où la date de livraison ne serait pas respectée, le candidat s'expose à l'application de pénalités de retard. Se référer à l'article 7 ci-dessous.

3.2 Lieux de livraison

Les livraisons se feront conformément à l'article 21 du CCAG/FCS. Elles devront être conformes aux commandes effectuées.

Les véhicules devront être livrés à :

- **LOT 1 : CCI Limoges Haute-Vienne, 16 Place Jourdan 87000 LIMOGES : 6 véhicules**
- **LOT 2 : Campus consulaire/ ESC, 11 rue Philippe Lebon 87280 LIMOGES : 2 véhicules**
- **LOT 3 : Groupe 3iL, 43 rue de Sainte-Anne 87000 LIMOGES : 4 véhicules**

- **LOT 4 : Aéroport de Limoges-Bellegarde, Avenue de l'aéroport 87000 LIMOGES : 2 véhicules**

Les frais de livraison sont à la charge du titulaire du marché.

Les livraisons devront être conformes aux commandes effectuées.

3.3 Variantes

3.3.1 Variante à l'initiative du soumissionnaire

Outre son offre de base, qui doit se conformer aux dispositions des documents composant le présent dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire pourra proposer **une seule variante technique** uniquement s'il a répondu à l'offre de base. (Les variantes ne sont étudiées qu'après une analyse de l'offre de base).

Les soumissionnaires détaillent la nature de la prestation, objet de la variante, et indiquent un prix forfaitaire en euro TTC et HT.

La variante devra être présentée indépendamment de la solution de base. (Cf. ATTR11 variante technique).

3.3.2 Variante à l'initiative de l'acheteur

Outre son offre de base et la variante qu'il pourra proposer, le **soumissionnaire DEVRA proposer la variante suivante :**

VARIANTE OBLIGATOIRE 1 commune aux 4 lots

Le soumissionnaire devra chiffrer une prestation supplémentaire éventuelle :

➔ Les mêmes prestations sur **une durée de 36 mois**.

Les variantes facultative et obligatoire seront notées selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base. Si le soumissionnaire ne répond pas aux variantes son offre sera automatiquement éliminée.

3.4 Type de contractant exigé

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26 à R.2142-27, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,

- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.5 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3.7 Mode de règlement et modalités de financement

Les prix seront donnés en euros hors taxes. La présente consultation est conclue aux prix figurant sur le DPU de chaque lot.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **30 (trente) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le prélèvement. Les RIB des comptes à prélever seront transmis au(x) titulaire(s) des lots.

Le marché est financé sur fonds propres.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

ARTICLE 5 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1 Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- a) à l'acte d'engagement formulaire ATTRI1 offre de base
- b) à l'acte d'engagement formulaire ATTRI1 variante obligatoire (1 variante obligatoire pour les 4 lots)
- c) *si besoin* à l'acte d'engagement formulaire ATTRI1 variante technique
- d) à l'annexe financière de l'acte d'engagement (le bordereau des prix, devis détaillés,) que fournira le candidat

5.2 Contenu des prix

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

Toute proposition fera apparaître de manière distincte et précise, hors assurance :

- le montant total TTC ou HT en euros du véhicule neuf proposé par le titulaire,
- les coûts mensuels TTC,
- le loyer financier,
- l'entretien, la maintenance, l'assistance intervention,
- le prix de revient kilométrique,
- les clauses de restitution du véhicule,
- le coût du kilomètre supplémentaire ou le remboursement des kilomètres en moins par rapport au contrat.

Le candidat pourra proposer des formules de modification de contrat en cas de dépassement du kilométrage initialement prévu ou l'adaptation du contrat en cas de sous-utilisation.

En cas de restitution anticipée ou prolongée demandée à l'initiative du pouvoir adjudicateur, le candidat présentera obligatoirement dans sa réponse les conditions qui seront le cas échéant applicables.

5.3 Détermination des prix de règlement :

Les prix seront fermes pendant la durée totale du marché (sauf modification de loyer au regard de la loi de roulage) et donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Pour les besoins en cours de marché, l'acheteur se rapprochera du titulaire pour l'établissement d'une nouvelle offre en fonction du couplage durée/km.

Le prix est exprimé en montant global et forfaitaire payé sous la forme d'un loyer correspondant à la somme des loyers de la flotte de véhicules concernés.

Ce prix devra comprendre également toutes les prestations : fourniture de la carte grise et formalités administratives afférentes, coût du loyer mensuel, entretien mécanique, véhicule de prêt et assistance 24/24H, etc...

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents.

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 – FACTURATION

Les factures seront libellées en Euros et adressées via **CHORUS PRO** aux entités différentes selon le lot concerné :

Lot 1

Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne (indiquer le Siret 188 708 010 00015 et le n° de marché 20250409)

Lot 2

Campus consulaire / ESC (indiquer le Siret 188 708 010 00114 et le n° de marché 20250409)

Lot 3

Groupe 3iL (indiquer le Siret 397 704 628 00015 et le n° de marché 20250409)

Lot 4

Aéroport de Limoges-Bellegarde (indiquer le Siret 188 708 010 00023 et le n° de marché 20250409)

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- les adresses de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,

- le montant total TTC,
- la date.

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1 Pénalités pour retard dans la livraison

En cas de non-respect des dispositions du présent marché, le titulaire est passible de pénalités notamment lorsque le délai de livraison des véhicules est dépassé par le fait du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être mises en œuvre sans mise en demeure préalable et dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré :

- Retard de livraison des véhicules au regard des dates de mise en service indiquées dans le BPU ou après la date impérative de livraison indiquée ci-dessus : 75 € HT / jour de retard.
- Retard pour la mise à disposition d'un véhicule de remplacement au regard des conditions proposées : 50 € HT / jour de retard.

Les pénalités que le titulaire aura encourues sont cumulables et seront déduites du plus prochain règlement à lui effectuer. Le titulaire a un délai de **15 jours** pour formuler ses observations par courrier avec LRAC.

7.2 Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 8 – VERIFICATION - ADMISSION

8.1 Vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison des véhicules conformément aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ont pour objet d'établir que les prestations sont conformes aux prescriptions du présent marché. Elles seront exécutées par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception du véhicule, par cette dernière.

Le pouvoir adjudicateur prendra une décision d'acceptation (le cas échéant, avec réfaction du montant déterminé si la prestation n'a pas été totalement satisfaisante au regard des prescriptions du présent dossier de consultation des entreprises et des règles de l'art existant en la matière) ou de rejet.

Dans ce dernier cas, le titulaire devra se conformer aux dispositions contractuelles dans les délais indiqués dans le courrier de rejet.

8.2 -Admission

À la suite des vérifications quantitatives et qualitatives simples effectuées lors de la livraison des véhicules, la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne pourra prendre les décisions suivantes pour chaque véhicule :

- L'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.
- L'ajournement lorsqu'elle estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. Cette décision d'ajourner l'admission des prestations se fait par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.
- Le rejet lorsqu'elle estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. La décision de rejet est motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Il sera fait application des dispositions des articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD)).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux

frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

Il sera fait application des dispositions des articles 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché (cf. : article 12 du règlement de consultation).

ARTICLE 11 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert, est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'œuvre, des documents énumérés à l'article 2.23 du CCAG, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 – DROIT – LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents (voir article 12.2 du RC).

Tous les documents demandés dans le présent marché, correspondances, factures, doivent être rédigés en langue française.